

Nom : Steckel-Assouère

Prénom : Marie-Christine

Adresse professionnelle :

Faculté de Droit et de Sciences Economiques

5 rue Félix Eboué 87031 Limoges Cedex

Email : marie-christine.steckel@unilim.fr



1) Fonctions actuelles :

Maître de conférences hors classe en droit public HDR - Université de Limoges (OMIJ - UR 14476)

Recherche : *Droit des collectivités territoriales, finances publiques et droit fiscal, droit constitutionnel.*

Responsabilités scientifiques :

Membre titulaire élue du Conseil national des universités Section 02 – Droit public (2011-2015)

Vice-présidente élue du conseil scientifique du GIS GRALE-CNRS Paris I (depuis 2015).

Direction d'équipes de chercheurs :

- Direction de la commission « aménagement du territoire et mobilité » du GIS GRALE Paris I (depuis 2019) ;

- Direction de la commission « réforme territoriale » du GIS GRALE-CNRS Paris I (depuis 2012).

Expertises pour des établissements d'enseignement supérieur :

- Evaluation d'une demande convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) pour l'Association Nationale Recherche Technologie, 2021.

- Evaluation d'un projet IDEX Attractivité lancé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), 2018.

Expertises en vue de réformes législatives :

- Audition par la Cour des comptes sur les intercommunalités XXL (Paris, 12/02/2021) ;

- Audition par l'Assemblée nationale sur la loi 3 Ds (Paris, 11/12/2019) ;

- Audition par le Conseil économique social et environnemental régional Auvergne-Rhône-Alpes sur les relations financières et les contractualisations entre l'État et les régions (Lyon, 1/04/2019) ;

- Audition par l'Assemblée nationale sur la baisse des dotations aux CT (Paris, 4/11/2015) ;

- Audition par le Sénat sur le projet de loi NOTRe (Paris, 27/11/2014).

Organisation de colloques

- Organisation et direction éditoriale du colloque « Recomposition territoriale » Limoges 4-5/12/2015 ;
- Co-organisation et direction éditoriale du colloque international « Mutations de l'intercommunalité » Nancy 30-31/05/2013 et co-organisation du colloque « LOLF et CT » Pau 28/06/2007 ;
- Co-organisation et publication de deux enquêtes nationales par Lamy CT et l'Harmattan en 2014 ;

Membre de jury :

- Rapporteur du jury du prix de thèse GRALE- CNFPT - Université Paris I (2014, 2019, 2020, 2021).

Pédagogiques :

- Directrice des études L1 Droit, Campus universitaire Brive-la-Gaillarde (2013-2021) ;
- Directrice des études L2 Droit, Campus universitaire Brive-la-Gaillarde (2020-2021) ;
- Vice-présidente du jury de délibération, Licence I Droit, Université de Limoges (depuis 2013).
- Expérience pédagogique diversifiée par les matières (droit constitutionnel, finances publiques, institutions administratives, libertés publiques, contentieux fiscal), les niveaux (L1, 2, 3 et M1 et 2), la diffusion à l'international (M2 Niger, intervention auprès des hauts fonctionnaires camerounais à l'INSP Paris, cours aux hauts fonctionnaires marocains à l'ENA Paris, M1 UNJF (3 universités étrangères + 33 françaises) et en France (UFR Droit Toulouse, Limoges, Pau, IEP Toulouse et IAE Pau).

2) Travaux : articles, ouvrages et réalisations :

- Articles dans des revues avec comité de lecture

1. « Le retour de l'état départemental ? », *Actualité juridique – Collectivités territoriales*, mai 2022.
2. Rubrique « Finances et fiscalité », in BLANC (D.), (dir.), *Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union »*, *Revue du droit de l'Union européenne*, 2020/2-3, pp. 62-74.
3. Rubrique « Finances et fiscalité », in BLANC (D.), (dir.), *Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union »*, *Revue du droit de l'Union européenne*, 2019/1, pp. 129-146.
4. « Perspectives positives de la différenciation territoriale à droit constitutionnel constant », *Revue politique et parlementaire*, n°1093, 2019, pp. 178-192.
5. « Des transpositions déséquilibrées entre le droit des finances publiques des États membres et celui de l'Union européenne », *Revue de l'Union européenne*, n°622, 2018, pp. 628-633.
6. « Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL »*, *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n°7-8, juillet-août 2017, pp. 518-522.
7. « La concrétisation de la transparence et la responsabilité financières par la loi NOTRe du 7 août 2015 », *Revue générale des collectivités territoriales*, n° 58, 2016, pp. 18-23.

8. « Le nouveau contexte budgétaire et financier des collectivités territoriales », *Les Cahiers français*, n°391, 2016, pp. 38-42.
9. « Les bénéfices de la pragmatique révision de la valeur locative des locaux à usage commercial ou professionnel », *Gestion et Finances publiques*, 2014, n°11-12, pp. 67-72.
10. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité », *Revue Geodoc*, n°59, 2014, pp. 69-74.
11. « Les EPCI, fossoyeurs des communes ? »*, *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n° 10/2013, pp. 651-654.
12. « La réforme du règlement financier du budget européen », *Gestion et Finances publiques*, n°11, 2013, pp. 32-35.
13. « Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne », *Revue française de finances publiques*, 2013, n° 121, pp.63-82.
14. « La réorganisation territoriale par la recentralisation financière », *Politeia*, n° 22, 2012, p. 57-67.
15. « Mythes et réalités de la solidarité financière entre CT », *Revue Lamy des collectivités territoriales*, n° 85, 2012, pp. 57-58.
16. « La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne », *L'Actualité juridique : droit administratif*, n° 34, 2012, pp. 1890-1897.
17. « Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne »*, *Revue française de finances publiques*, n° 114, 2011, pp. 175-188.
18. « La QPC en droit fiscal : Quête perpétuelle des contribuables pour renforcer leurs droits et garanties », *Gestion et Finances publiques*, 2011, pp. 844-846.
19. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions », *Annales de l'université Toulouse I Capitole*, 2010-2011, pp. 51-74.
20. « Les nouvelles relations financières entre l'État et les collectivités territoriales françaises au prisme de la jurisprudence constitutionnelle », *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°10, pp. 719-722.
21. « Le paradoxe du modèle nordique de performance publique : La construction d'un modèle en déconstruction »* avec Christophe FAVOREU, *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°7, pp. 517-520.
22. « La performance publique en France : Un jeu d'influences croisées entre le national et le local »*, *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°6, pp. 420-423.
23. « Un pouvoir fiscal local en trompe-l'œil », *Revue française de droit constitutionnel*, 2005, n° 61, pp. 19-33.
24. « Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel », *L'Actualité juridique : droit administratif*, 2004, n° 42, pp. 2316-2322.
25. « Réflexions autour de la notion de controverse constitutionnelle », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2004, n° 2, pp. 415-440.
26. « Plaidoyer pour une dépénalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux », *Revue de la recherche juridique, Droit prospectif*, 2002, n° 1, pp. 427-447.
27. « L'interdiction du cumul des mandats », *La Revue administrative*, 2000, n° 913, pp. 76-89.

- Communications avec actes

- 5 communications dans des colloques internationaux :

28. « Quid de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ? », *Colloque GRALE-CNRS, AdCF (Assemblée des Communautés de France), IRENEE (Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation et de l'État) intitulé « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité »*, Université de Lorraine, Nancy, 30-31 mai 2013.
29. « Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne », *Colloque FONDAFIP (Association pour la Fondation internationale de Finances Publiques) et AFIGESE (Association Finances Gestion Évaluation des collectivités territoriales) sur l'autonomie financière des collectivités locales en Europe*, Paris, 27 juin 2012.
30. « Mythes et réalités de la solidarité financière », *Colloque DCS (Droit et Changement Social) et CENS (Centre Nantais de Sociologie) sur les variables de l'intercommunalité Coopération, rationalité, solidarité*, Université de Nantes, 8 juin 2012.
31. « L'autonomie financière locale altérée », *Colloque IDETCOM (Institut du Droit de l'Espace, des Territoires et de la Communication) sur les réformes et les mutations des collectivités territoriales et de l'action locale*, Université Toulouse I Capitole, 21-22 octobre 2010.
32. « Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne », *Colloque EUROPA (Entretiens universitaires réguliers sur l'Administration en Europe) sur la culture et politiques publiques culturelles en Europe : Quelles valeurs à préserver en temps de crise ?* Université de Limoges, 20 novembre 2009.

- 25 communications dans des colloques nationaux :

33. « La situation des finances locales », Les journées de l'actualité de l'action publique locale, Université de Nice, 2 juin 2022
34. Avec MULLER-QUOY (I.), « Un pouvoir accru de représentation et de décision des femmes élues dans les collectivités territoriales et les intercommunalités », *Colloque sur les femmes et les collectivités territoriales*, Faculté de droit de Nantes et d'Angers, 11-12 septembre 2021.
35. « Les nouvelles stratégies financières des régions », *Colloque sur la nouvelle régionalisation : méthodologie (s) et vision (s) prospective (s) de régions stratégiques*, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 4-5 octobre 2017.
36. « Les évolutions de la compétence tourisme : Impacts et enjeux liés aux finances locales », *Colloque CREAM/KPMG Secteur public sur « Les évolutions de la compétence tourisme : cadres de mise en œuvre et enjeux stratégiques pour les territoriales »*, Université de Montpellier, 27 janvier 2017.
37. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'évolution des finances locales », *Colloque GRALE-CNRS, AdCF, OMIJ sur « la recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles »*, Université de Limoges, 4-5 décembre 2015.
38. « La transparence et la responsabilité financières », Journée d'études « la réforme territoriale : pour quoi faire ? », École de droit de l'Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, 23/11/2015.
39. « Les EPCI, fossoyeurs des communes? », *Colloque Les collectivités territoriales en neuf questions*, Université de Picardie, Amiens, 3 octobre 2013.

40. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité », Séminaire sur l'intercommunalité en mouvements, Université Toulouse II, 1^{er} juin 2012.
41. « La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne », *Séminaire sur la laïcité en Europe*, Université Toulouse I Capitole, Montauban, 25 avril 2012.
42. « Le bloc communal : pivot fragile de la proximité et de l'autonomie financière », *Colloque CRPLC-GRALÉ (Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe) sur la Décentralisation de proximité : la territorialisation de l'action*, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 15-16 décembre 2011.
43. « La réorganisation territoriale par la recentralisation financière », 8^e *Congrès français de droit constitutionnel*, Faculté de droit de Nancy, 16-18 juin 2011.
44. « L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états », *Colloque GRALÉ-CERDHP (Centre d'Études et de Recherche sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publiques) intitulé De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Université de Grenoble, 18-19 novembre 2010.
45. « Du pouvoir de mourir au devoir de vivre en Europe », *Colloque OMIJ (Observatoire sur les Mutations Institutionnelles et Juridiques) sur les nouvelles technologies et le droit de la CEDH*, Université de Limoges, 20-23 avril 2010.
46. « Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ? » avec David CARASSUS, *Colloque DCS sur la performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, Université de Nantes, 25-26 juin 2009.
47. « Les spécificités du modèle nordique de gestion de la performance publique locale », avec Christophe FAVOREU, *V^e Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de performance publique locale à l'échelle internationale*, organisé avec le soutien du Conseil de l'Europe, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11 juin 2009.
48. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions : Réforme du cumul ou cumul des réformes »*, *Colloque CERCP (Centre d'Études et de Recherches Constitutionnelles et Politiques) sur le rapport Balladur*, Université Toulouse I Capitole, 5 mai 2008.
49. « Les incidences des principes lolfiens sur les collectivités territoriales », *III^e Workshop Ville Management (Diaporama sur le lien <<http://www.ville-management.org/>>)*, Université de Pau et des pays de l'Adour, 28 juin 2007.
50. « Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel »*, *Colloque CERCP sur les nouveaux objets du droit constitutionnel*, Université Toulouse I Capitole, 29 avril 2004.
51. « Les moyens de la controverse constitutionnelle »*, *V^e Congrès de l'Association française des constitutionnalistes*, publication numérique des actes, Université Toulouse I Capitole, 6-8 juin 2002.
52. « La dépenalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux », *Journée d'études CERCP sur la décentralisation*, Université Toulouse I Capitole, 26-27 avril 2001.
53. « Réflexions sur la réforme du cumul des mandats : un second souffle pour la V^e République », *Colloque CERCP sur les 40 ans de la Constitution*, Université Toulouse I Capitole, 5 novembre 1998.

- Communications sans actes

- 1 communication dans un colloque international organisé en Belgique :

54. « La régulation budgétaire dans les pays membres de l'UE 27 », *Colloque international sur le pilotage macro-budgétaire des finances locales*, Bruxelles, Belgique, 25 juin 2008.

- 3 communications dans des webinaires et colloques :

55. « Réformes et mutations territoriales : repères chronologiques et problématiques juridiques », *Journée d'études sur les leçons de la décentralisation : Territoires et dynamiques organisationnelles*, Sciences Po Rennes, 19 mai 2021.

56. « Bilan et perspectives en demi-teinte pour les intercommunalités XXL au prisme de la loi NOTré », Webinaire sur l'intercommunalité organisé par la Cour des comptes, 12 février 2021.

57. « Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL », Colloque Université d'Angers/GRALE-CNRS/AdCF/INET/CNFPT, sur « Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL », Université d'Angers, 15-16 mars 2017.

58.

59. « La péréquation en France et en Europe », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 7 et 8 décembre 2011.

60. « Les spécificités du modèle anglo-saxon de gestion de la performance publique locale » avec Marcel GUENOUN, *V^e Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de performance publique locale à l'échelle internationale*, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11 juin 2009.

61. « Mécanismes de péréquation en Allemagne et en Espagne », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 3 et 4 décembre 2008.

62. « Les relations financières État - collectivités locales en Europe », *Entretiens territoriaux de* Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 5 et 6 décembre 2007.

- Ouvrages scientifiques :

63. *Les finances publiques en schémas* (Finances de l'État français, des collectivités territoriales françaises et de l'Union Européenne), Ellipses, 2015, 141 p.

64. *L'essentiel des finances publiques communautaires, Regards croisés sur les finances communautaires et françaises*, 2^e édition, Gualino, Les Carrés, 2007, 151 p. (1^{re} édition publiée en 2005).

65. *Le Conseil constitutionnel et l'alternance*, LGDJ, collection Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, Tome 106, 2002, 398 p. (Version publiée de la thèse de doctorat en droit public).

- Chapitres d'ouvrages scientifiques

66. « Le mythe des contrôles financiers », in KADA (N.), *Dossier thématique les 40 ans de la loi du 2 mars 1982 du Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT)*, à paraître en septembre 2022.

67. Avec MULLER-QUOY (I.), « Un pouvoir accru de représentation et de décision des femmes élues dans les collectivités territoriales et les intercommunalités », in

- FAURE (B.), LE ROUX (M.), LONG (M.), *Les collectivités territoriales et les femmes*, Berger-Levrault, (colloque du 12 mars 2021), 2022, p.83-97.
68. « La décentralisation financière dans les 40^e rugissants », in TOUZEIL-DIVINA (M.), CROUZATIER-DURAND (F.), *40 regards sur 40 ans de décentralisation(s)*, éditions l'Épilogue, 2022, p.205-212.
69. « La transformation des faiblesses en forces », in STECKEL-ASSOUERE (M.-Ch.), (dir.), *La résurrection des villes face à la Covid-19 : les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, mars 2021, p. 25-34.
70. « La revitalisation urbaine face à la Covid-19 : reflets de l'organisation territoriale de la France », in STECKEL-ASSOUERE (M.-Ch.), (dir.), *La résurrection des villes face à la Covid-19 : les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, mars 2021, p. 125-137.
71. « Les nouvelles stratégies financières des régions », in CHICOT (P.-Y.), *La nouvelle régionalisation : méthodologie (s) et vision (s) prospective (s) de régions stratégiques*, L'Harmattan, 2020, p. 71-88.
72. « L'adaptation des règles budgétaires, fiscales et financières des collectivités territoriales pendant l'état d'urgence sanitaire », in PAULIAT (H.), NADAUD (S.), (dir.), *La crise de la Covid-19. Comment maintenir l'action publique ?* LexisNexis, 2020, p. 159-172.
73. « Les enjeux des réformes territoriales pour les bibliothèques de lecture publique », in PICARD (David-Georges), (dir.), *Les bibliothèques dans les mutations territoriales*, Éditions du Cercle de la librairie, 2019, pp. 27-42.
74. « Enjeux et impacts des finances locales sur la pertinence du partage de la compétence tourisme »*, in SPINDLER (J.), FABRY (N.), (dir.), *Le tourisme : un domaine de compétence partagé*, L'Harmattan, 2018, pp. 57-76.
75. « La taxe d'habitation », *Collectivités locales, Encyclopédie juridique Dalloz*, 2017, 3^e édition, n° 7830, pp. 1-39 (1^{re} édition publiée en 2006 et 2^{ème} édition publiée en 2012).
76. « L'apport doctrinal du professeur Marcou au droit comparé des collectivités territoriales en Europe », in PERROUD (T.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Gérard Marcou*, Institut de recherche juridique de la Sorbonne, décembre 2017, pp. 403-413.
77. Rédaction de deux notices : « budget » et « contrôle de gestion », in KADA (N.), PASQUIER (R.), COURTECUISSÉ (C.), AUBELLE (V.), (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2017, pp. 115-119 et pp. 310-312.
78. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'adaptation des finances locales »*, in STECKEL-ASSOUERE (M.-Ch.), (dir.), *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, L'Harmattan, 2016, pp. 77-97.
79. « Les relations de cohabitation consensuelle et conflictuelle entre les nouvelles grandes régions et les communautés d'agglomération », in NEMERY (J.-C.), (dir.), *Quelle organisation pour les grandes régions en France et en Europe ?* L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2015, pp.171-177.
80. « Le tabou de l'autonomie financière locale : Le consensus autour d'un abus de langage », in KADA (N.), (dir.), *Les tabous de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2015, pp. 327-343.
81. « Le Conseil constitutionnel aux prises des dernières alternances présidentielles et législatives », in BIOY (X.), CABANIS (A.), (dir.), *Le pouvoir, mythes et réalité*,

- Mélanges en hommage à Henry Roussillon*, Tome II, Presses de l'Université Toulouse I Capitole, 2014, pp. 1115-1125.
82. « *Quid de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ?* »*, in STECKEL- ASSOUERE (M.-Ch.), (dir.), *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2014, pp. 97-114.
 83. Rédaction de douze notices : « *Audit, efficacité, efficience, gestion des ressources humaines, management, modernisation, modernisation de l'action publique, performance, pilotage, qualité, rentabilité et révision générale des politiques publiques* », in KADA (N.), MATHIEU (M.), (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Presses universitaires de Grenoble, coll. CERDHAP, 2014, pp. 41-42, 182-185, 244-245, 309-310, 328-330, 372-373, 376-377, 407-408, 431-432 et 442-443.
 84. « *L'histoire des chambres régionales des comptes de 1982 à 2012 : Chronique de contrôleurs contrôlés* », in CARLES (J), GUIGNARD (D.), REGOURD (S.), (dir.), *La décentralisation 30 ans après*, LGDJ, coll. Travaux de l'Institut fédératif de recherche en droit, 2013, pp. 117-129.
 85. « *Le bloc communal : pivot fragile de la démocratie de proximité et de l'autonomie financière* »*, in CHICOT (P.-Y.), (dir.), *Décentralisation de proximité : la territorialisation de l'action*, Dalloz, « Thèmes et commentaires », 2013, pp. 111-130.
 86. « *L'adaptation des règles budgétaires et financières de l'Union européenne : D'une flexibilité incertaine des principes à une certaine responsabilité des acteurs* », in BLANQUET (M.), DUSSART (V.), DE GROVE VALDEYRON (N.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Joël Molinier*, LGDJ, 2012, pp. 633-645.
 87. « *L'autonomie financière locale altérée* »*, in REGOURD (S.), CARLES (J), GUIGNARD (D.), (dir.), *Réformes et mutations des collectivités territoriales*, L'Harmattan, coll. GRALE, 2012, pp. 187-205.
 88. « *L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états* »*, in KADA (N.), (dir.), *De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Presses Universitaires de Grenoble, 2011, pp. 51-61.
 89. « *Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ?* »* avec David CARASSUS, in HASTINGS-MARCHADIER (A.), (dir.), *La performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, LGDJ, coll. Décentralisation et Développement local, 2011, pp. 235-249.
 90. « *L'euthanasie en Europe* »*, in REDH, *Technique et droits humains*, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2011, pp. 189-199.

Directions d'ouvrages

91. *La résurrection des villes face à la Covid-19 : les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, mars 2021, 265 p.
92. *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, Actes du colloque de Limoges, préface de Jean-Marie Pontier, L'Harmattan, 2016, 310 p.
93. *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, Actes du colloque international de Lorraine, préface de Gérard Marcou, L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2014, 487 p.

- 10 interviews scientifiques publiés

94. Interview par Yannick Campo, « Il faut intégrer davantage les spécificités locales », *Le Petit Bastiais*, 25-31/05/2020, p. 3 et 11
95. Interview par Coralie Donas, « Contrat de finances », *La lettre du cadre territorial*, 27/03/2020 <http://www.lettreducadre.fr/19706/contrat-de-finances-%E2%80%AFon-rapproche-la-gestion-publique-locale-des-regles-des-entreprises%E2%80%AF/>
96. Tribune « Jusqu'où pousser la différenciation territoriale ? », *Acteurs publics*, 4/12/2019 <https://www.acteurspublics.fr/articles/marie-christine-steckel-assouere-jusquou-pousser-la-differenciation-territoriale>
97. Interview par Lucie ALEXANDRE, "Charte européenne de l'autonomie locale : les jacobins font de la résistance", *Gazette des communes*, 5/04/2019 et sur <https://www.lagazettedescommunes.com/616383/charte-europeenne-de-lautonomie-locale-les-jacobins-font-de-la-resistance/?abo=1>
98. Interview par Bastien SCORDIA, « Ce couple régions/intercommunalités qui doit faire ses preuves », *Acteurs publics*, 4/10/2018, <https://www.acteurspublics.com/2018/10/03/ce-couple-regions-intercommunalites-qui-doit-faire-ses-preuves>
99. Interview par Félicité de MAUPEOU, « Le département en sursis », *L'abécédaire des institutions*, Hors-série : Réforme territoriale. La France XXL, juillet-août 2016, p. 20 et <http://www.labecedaire.fr/cahiers.php>
100. Interview par Pierre CHEMINADE, « Encadrement de la dépense des collectivités : l'exception française ! », *La Gazette des communes*, 11/04/2016, <http://www.lagazettedescommunes.com/436654/encadrement-de-la-depense-des-collectivites-lexception-francaise/>
101. Interview par Pablo AIQUEL, "Intercos XXL : les nouveaux périmètres, à quel prix ?", *Courrier des Maires*, janvier 2016.
102. Interview par Camille PONS, « Réforme territoriale : un surcoût lié à des structures créées pour assurer de la cohérence », *Touteduc*, 10/08/2015.
103. Interview par Sandrine TROUVELOT, « Millefeuille territorial, c'est encore pire qu'on ne l'imagine », *Magazine Capital*, juin 2014, n°273, p. 90-92.

Emissions de télévision et de radio :

104. Émission de télévision sur l'intercommunalité : « Invitée de Grand Paris, face à Jérôme Guedj, avec Caroline Brun », **BFM BUSINESS**, 24 mai 2014 : Vidéo accessible en cliquant sur le lien suivant en rouge <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/live-video/>
105. Émission de radio sur la réforme territoriale : « Le journal de 8h », **FRANCE CULTURE**, 12 mai 2014 : Enregistrement audio accessible en cliquant sur le lien suivant en rouge <http://www.franceculture.fr/emission-journal-de-8h-journal-de-8h-2014-05-12>
106. Émission de télévision sur la parité, « Les droits des femmes », **TLT Télé Toulouse**, 5 mars 2002

- Thèses :

- Direction d'une thèse en droit public en cotutelle internationale :

- Cotutelle internationale (50%) avec Nicaise MEDE, Professeur à l'Université d'Abomey-Calavi du Bénin, de la thèse d'Auguste Senou NONFODJI, *La compliance fiscale en droit ouest-africain francophone* depuis le 1^{er} octobre 2018. La soutenance de thèse aura lieu avant l'été 2022.

Rapporteur dans des jurys de soutenance de thèse :

- Manès LOUIS JEUNE, *La paradiplomatie dans le droit de l'action publique internationale des collectivités infra-étatiques : exemple de la Caraïbe*, Université des Antilles, 4/07/2017 ;
- Mounia SLIGHOUA, *Les droits des femmes dans les pays du printemps arabe : Maroc, Tunisie, Égypte*, **présidente du jury**, Université de Toulouse I Capitole, 12/07/2016 ;
- Khanuengnit SAE-HENG, *L'évolution du régime parlementaire en Thaïlande*, Université de Toulouse I Capitole, 20/01/2016 ;
- Sylvain-Ulrich OBAME, *La décentralisation au Gabon*, Université de Grenoble, 8/01/2016 ;
- Lionel PASCAL, *La privatisation des missions douanières en République Centrafricaine*, Université Bordeaux IV, 10/07/2014 ;
- Boureima SAVADOGO, *Le traitement fiscal des revenus étrangers en droit français et belge*, Université Bordeaux IV, 21/12/2012 ;
- Chantal NGO TONG, *La coopération décentralisée*, Université de Nantes, 26/06/2012 ;
- Worapol CHIMPETCH, *Les mesures juridiques d'encouragement des investissements étrangers en Thaïlande*, Université Toulouse I Capitole 08/07/2010.

- Cours :

Enseignements à l'Université de Limoges

FORMATION ET LIEU	NIVEAU	MATIERE	NATURE	EFFECTIFS	PERIODE ET VOLUME ANNUEL
Formation initiale présentielle à l'Université de Limoges	M2 Gestion patrimoniale des conflits familiaux	Fiscalité des particuliers et traitement des ruptures	Séminaire	20 ~	2012 à 2014 (17h)
	L3 Droit	Libertés publiques Droits fondamentaux*	CM avec TD	45 ~	2005-2021 (24h)
	L2 Droit	Droit budgétaire	CM	90 ~	2012 à 2021 (24h)
	L2 AES	Droit fiscal	CM	90 ~	2002 à 2004 (24h)
	L2 Droit	Institutions administratives	CM	90 ~	2012-2021 (24h)
	L1 Droit	Droit constitutionnel (Théorie générale)*	CM avec TD	120 ~	2002-2021 (36h)
	L1 Droit	Droit constitutionnel	CM	120 ~	2002-2021

		(Vème République)*	avec TD		(36h)
	DEUST I	Droit budgétaire	CM	25 ~	2002 à 2004 (36h)

**Enseignements au sein d'autres établissements universitaires
ou d'organismes de formation**

FORMATION	LIEU	NIVEAU	MATIERE	NATURE	EFFECTIFS	PERIODE ET VOLUME
Formation initiale présentielle	Université de Pau et des pays de l'Adour	M2 Administration des collectivités territoriales	Droit budgétaire et fiscalité des collectivités territoriales	Séminaire	20 ~	2004 à 2009 (30h)
	IAE de Pau	M2 Management des collectivités territoriales	LOLF et collectivités territoriales	Séminaire	15 ~	2004 à 2006 (20h)
	Université de Pau et des pays de l'Adour	M1 Droit public général	Finances publiques de l'Union européenne	Cours magistral (CM)	20 ~	2004 à 2006 (20h)
	IAE Pau	M1 Management des collectivités locales	Fiscalité locale	Séminaire avec TD	15 ~	2007 à 2012 (28h)
	IAE Pau	M1 Management des collectivités locales	Autonomie locale en Aquitaine	Projet tutoré	15 ~	2010 à 2011 (12h)
	IEP Toulouse	2 ^{ème} année	Autonomie locale en Midi-Pyrénées	Projet tutoré	40 ~	2010 à 2011 (60h)
	Université Toulouse I	L2 Droit	Droit budgétaire	TD	25 ~	2001 à 2002 (15h)
	Université Toulouse I	L1 Droit	Droit constitutionnel	TD	35 ~	1996 à 2002 (45h)
Formation continue en distanciel	Gazette des communes	Élus locaux et fonctionnaires territoriaux	Loi 3Ds	Webinaire Formations gratuites	300 ~	15/02/2022
Formation continue présentielle	CNFPT	Directeurs généraux des services	Apports de la loi NOTRe	Conférence débat	50 ~	23/11/2015 (3h)
	IEP Toulouse	Préparation à l'ENA Concours interne et 3 ^e concours	Droit public général	Élaboration des sujets et correction	30 ~	2010 à 2011 (12h)
	CRFPA Pau	Étudiants avocats	Finances publiques	Actualisation	15 ~	2004 à 2009 (10h)
	Université de Pau	Attachés et rédacteurs territoriaux	Introduction à la fiscalité locale	Initiation	20 ~	2006 à 2007 (12h)